

BÂTIR UN DÉPARTEMENT DE PROXIMITÉ ET DE SOLIDARITÉ

Restaurons la présence, partout en Seine-et-Marne, de services publics de proximité en particulier dans les domaines de la santé, de la solidarité et de l'éducation !

BATTONS-NOUS POUR L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES !



une économie locale et dynamique

Nous nous impliquerons dans la **transition économique** de notre département :

- en **défendant, développant et en relocalisant l'emploi** en Seine-et-Marne
- en encourageant un développement économique au service des humains et du territoire à travers l'**Économie Sociale et Solidaire**
- en accompagnant les projets de **TPE/PME innovantes** et d'**artisanat utiles**
- en soutenant les formes d'échange non marchandes
- en exigeant des **clauses sociales et environnementales** dans tous nos marchés publics

Nous nous impliquerons dans la transition agricole :

- en confiant l'approvisionnement des cantines scolaires, des collèges et administrations départementales à des producteurs locaux qui pratiquent une agriculture maraîchère et biologique
- en aidant à la création et à la promotion d'un réseau d'AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) sur toute la Seine-et-Marne
- en favorisant l'implantation de nouvelles exploitations agricoles biologiques et aidant à la conversion des exploitations intensives polluantes
- en luttant contre l'étalement urbain ou périurbanisation et préservant les terres agricoles de notre territoire



une mobilité douce et ambitieuse

Nous développerons un **plan transport en commun et mobilités douces ambitieux** sur tout le territoire :

- un réseau de **pistes cyclables départementales**,
- la **modification du tracé du T-Zen à Melun** qui doit passer hors centre ville et être connecté à un réseau fin de transports légers pour assurer les correspondances,
- **ouverture d'une ligne transversale** de chemin de fer sur l'axe **Livry-Saint-Fargeau**
- développement du **co-voiturage**.



une éducation juste et émancipatrice

Nous nous engagerons pour le **maintien aux départements de la construction et de l'entretien des collèges**. Nous mènerons une politique active de **soutien aux collèges situés en zones sensibles** urbaines et rurales.

Nous aiderons à l'implantation de **structures éducatives** en direction de l'**enfance** et de la **petite-enfance**.

Nous faciliterons les expérimentations éducatives propices au **développement personnel**, à l'**éveil de l'esprit critique** et contraires à la mise en concurrence des élèves, des établissements et des personnels.

La maîtrise citoyenne de la **révolution numérique** est un enjeu majeur. Il faut permettre l'appropriation par toutes et tous des cultures, des savoirs et des savoir-faire du numérique.



Le logement : une priorité

Le logement est une préoccupation essentielle de la population. Le récent rapport de la fondation Abbé-Pierre est alarmant : **3,5 millions de personnes sont concernées par la crise du logement.** Le marché de l'immobilier est devenu une source privilégiée de spéculation et d'argent facile. Hausse vertigineuse des loyers, manque de logements sociaux dans de nombreuses villes, parcs locatifs vétustes : les causes de cette crise sont connues. **De plus en plus de salariés et de jeunes n'ont pas les moyens de se loger décemment.**

Dans cette crise, la **Seine et Marne** est en première ligne avec **42 000 demandes de logements sociaux qui ne peuvent pas être satisfaites.** Concentrés dans quelques quartiers populaires des communes urbaines, **les logements sociaux ne sont pas équitablement répartis sur le territoire.** Sur le canton de Melun, de nombreuses communes n'ont pas atteint le seuil de 20 % de logements sociaux inscrits dans la loi. Cela n'est pas acceptable. Nous voulons que le regard porté sur le logement social évolue. 75 % des ménages y sont éligibles. Loin d'être un problème, **le logement social est une des solutions essentielles permettant l'installation de jeunes ménages et de personnes issues de toutes les catégories sociales** de la population. Là est la condition d'une réelle mixité sociale.

Nous défendons **une nouvelle conception de l'habitat social.** Il faut en finir avec les quartiers de grands ensembles et privilégier les petits immeubles et les constructions respectant les dernières normes environnementales. Le logement social doit être présent partout, dans les villes, dans les quartiers et tout nouveau chantier devrait **respecter l'obligation d'offrir 20 % de logements à loyers modérés.** La **construction** n'est pas la seule solution pour résoudre la crise du logement. La **réhabilitation** de bâtiments anciens ou vides est également pour nous une dimension essentielle. Nous devons préserver les forêts et les terres agricoles de l'emprise grandissante des zones pavillonnaires.

À Melun, en plein cœur de ville, le conseil général est propriétaire des deux **Écoles Normales** dont l'une, située **rue St Liesne**, est inutilisée depuis 2007, tandis que l'autre, **rue de Belle Ombre**, sera bientôt vide avec le transfert de l'École Supérieure du Professorat (ex-IUFM) à Sénart dès septembre 2015. Le conseil général souhaite vendre le premier site dont l'état de délabrement avancé nous afflige. Cette décision est prise sans les citoyens. **Nous voulons que ces bâtiments soient réhabilités autour d'un projet d'habitat groupé intergénérationnel** pour « vivre et habiter ensemble autrement ». Melun se distinguerait à promouvoir de telles initiatives.

Nous réclamons de la transparence démocratique et un grand débat public ! **Pour le droit au logement et pour faire la lumière sur l'avenir de ces bâtiments du patrimoine public**, nous vous appelons à un rassemblement le **samedi 7 mars à 11 heures devant le site de l'ex-IUFM de la rue saint Liesne** contre la vente d'un bien public !

Une santé et une solidarité exemplaire

Nous lutterons contre la **désertification médicale en Seine et Marne**

- en réclamant un **hôpital public de plein exercice à Melun**, nous réitérons notre opposition à l'actuel projet de plateforme publique-privée qui institutionnalise une santé à deux vitesses,
- en développant un **plan d'installation de centres de santé publics départementaux** regroupant les diverses activités médicales,

Nous nous engagerons pour **une accessibilité exemplaire des services publics** aux personnes en situation de handicap.

Nous réclamons les dotations non versées par l'Etat (par exemple les 60 millions de compensation allocation RSA) et nous battons contre la baisse des dotations aux collectivités locales. **Le département reste un échelon essentiel de proximité pour combattre les inégalités sociales.** Ses compétences sociales sont déterminantes et doivent être défendues (Prévention médico-sociale, Action sociale, RSA, Allocation personnalisée d'autonomie).

Pour la santé de nos enfants, nous introduirons dans les cantines des collèges du département **des menus issus de l'agriculture biologique et locale.**

Nous engagerons la transition énergétique de la Seine-et-Marne

Nous viserons l'**autonomie énergétique de la Seine-et-Marne** à travers le développement des **énergies alternatives** en concertation avec les associations, les coopératives innovantes, les élu-e-s, les représentants du patrimoine historique et paysager.

Nous lutterons contre la précarité énergétique et soutiendrons les familles en difficulté.

Nous réitérerons notre **virulente opposition à toute recherche et exploitation des hydrocarbures de schiste.**

Nous engagerons la transition écologique de la Seine-et-Marne

Nous développerons un **plan départemental "Zéro déchets"**. La Seine-et-Marne doit devenir exemplaire en matière de gestion des déchets et viser à l'élimination de la combustion, de l'incinération et de l'enfouissement des déchets, nocifs pour notre santé :

- Nous développerons une politique de réduction, réutilisation et recyclage des déchets,
- Nous inciterons à l'installation de PME/TPE innovantes en matière de recyclage et de réutilisation des déchets,
- Nous encouragerons les entreprises de valorisation énergétique de la fraction putrescible des ordures ménagères, boues des stations d'épuration et de l'industrie alimentaire, déchets verts ...

Nous déterminerons et protégerons sur l'ensemble du territoire des **zones naturelles d'intérêts écologiques, faunistiques et floristiques**, parmi lesquelles **nos bois et nos forêts**. Elles constituent une richesse inestimable de nos territoires (reproduction de la biodiversité, régénération de nos ressources en eau, protection de notre écosystème, tourisme et loisirs) ;

Nous protégerons nos ressources en eau, un bien commun vital, mises à mal par les pollutions multiples (agricoles, autoroutières, urbaines). Nous encouragerons les démarches non lucratives d'affirmation de modes de gestion publics et démocratiques de l'eau.



Pour une Alternative Populaire et Écologiste



À nous d'écrire nos vies !

Nous sommes la gauche populaire et écologiste et nous n'avons pas renoncé à changer la société. Alors que les inégalités, le chômage et la pauvreté progressent, nous nous sommes rassemblé-e-s sur le canton de Melun pour porter l'alternative populaire, citoyenne et écologiste.

Les politiques sont le résultat de choix faits par des femmes et des hommes. Nous pouvons refuser le choix de l'austérité, pour un autre mode de développement social et écologique, respectueux de tou-te-s les habitant-e-s et de notre territoire.

L'enjeu de ce scrutin est local et global : le département est un échelon important, de proximité. Or la baisse des dotations aux collectivités locales imposées par les politiques d'austérité du gouvernement remettent en cause les compétences sociales du département, pourtant essentielles, et plus généralement sa capacité d'agir au plus près des Seine-et-Marnais.

Nous refusons ces choix et nous voulons battre la droite et l'extrême droite. Nous ferons tout pour empêcher le démantèlement de l'État social et engager la transition écologique. Nous sommes la gauche populaire et écologiste qui s'engage pour un autre mode de développement.»

Pour une Alternative Populaire et Écologiste



Bénédicte MONVILLE-DE CECCO
candidat titulaire, 44 ans mariée, trois enfants. Enseignante et chercheuse en sciences sociales. Militante écologiste EELV, engagée pour la transition sociale et écologique. Candidate tête de liste aux élections municipales de mars 2014 à Melun. Élu, conseillère municipale à Melun et conseillère communautaire à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine



Yves RÉMY
candidat titulaire, 59 ans militant communiste PCF, directeur d'un centre de formation d'élus territoriaux



Julien GUERIN
candidat remplaçant, 33 ans pacé, un enfant. Professeur d'histoire-géographie, syndicaliste et très attaché à l'école publique. Militant associatif sur Vaux le Pénit, défenseur d'une gauche républicaine et sociale et auteur de plusieurs ouvrages d'histoire



Farida ATIGUI
candidat remplaçant, 35 ans mère d'une enfant. Fonctionnaire territoriale depuis 13 ans au département, au sein du service social depuis trois ans, engagée pour servir le public. Élu, conseillère municipale à Melun et conseillère communautaire à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine

Le peuple grec a récemment rejeté les politiques d'austérité de la Troïka en portant au pouvoir la coalition de la gauche radicale soutenue par les écologistes grecs Syriza. Celle-ci a entamé un bras de fer avec les tenants du néolibéralisme à Bruxelles et Berlin. Dans les prochains mois, la même réponse populaire pourrait venir d'Espagne avec Podemos et d'Irlande. Nous sommes avec la majorité du peuple Français qui a rejeté la constitution libérale européenne avec la victoire du NON au référendum de 2005. Depuis cette expression populaire a été bafouée par les gouvernements successifs et la France est elle aussi soumise aux dictats de l'austérité.

Il est possible et nécessaire de renverser la vision dogmatique imposée par les traités européens. Un autre monde est possible fondé sur une alternative politique non nationaliste, non xénophobe et non populiste : une réponse populaire et écologiste.

POUR UNE DÉMOCRATIE DÉPARTEMENTALE EXEMPLAIRE

Loin d'être des élections mineures, les élections départementales vont être déterminantes pour notre vie quotidienne et pour l'avenir de notre département.

Or, la réforme territoriale, dont l'examen est en cours à l'Assemblée Nationale, remet en cause l'égalité et la solidarité et encourage la compétition permanente entre les humains et les territoires. Elle attaque les fondements de notre démocratie.

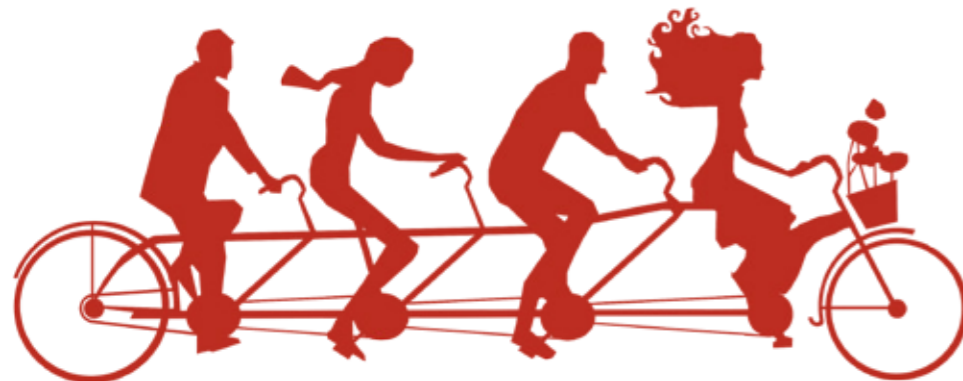
Le gouvernement parle de transférer partie des compétences des départements aux 13 supers régions, récemment créées. Le premier ministre a même affirmé vouloir les supprimer. Nous allons voter pour une collectivité territoriale dont nous ne connaissons ni les contours ni la durée d'existence !

Or, aucune réforme territoriale ne devrait être entérinée sans un débat public et une consultation des citoyen-ne-s.

Au contraire, pour donner du souffle aux aspirations populaires et écologiques, nous voulons revitaliser la démocratie locale. Les départements sont, avec les communes, les deux piliers de l'organisation démocratique imaginée par la Révolution française. Loin des structures technocratiques, ces instances démocratiques locales, proches des habitant-e-s, permettent aux citoyen-ne-s de s'exprimer et forment la condition de choix politiques dans l'intérêt des citoyen-ne-s, en faveur de l'égalité républicaine.

La suppression de « leur compétence générale » et des moyens financiers étranglés vont interdire aux départements le financement de projets associatifs. **200 000 emplois sont menacés d'ici à 2017.** Il faut, au contraire, conforter la place et le rôle des associations, sécuriser leur financement, soutenir l'emploi et le bénévolat. Les départements doivent garder leur "compétence générale" et le pouvoir d'agir sur tout ce qui concerne la vie quotidienne des habitant-e-s.

Pour une démocratie départementale exemplaire, nous soutiendrons les initiatives permettant aux citoyens d'être acteurs de leur propre vie et encouragerons l'initiative populaire locale. Nous créerons un droit d'interpellation par les citoyen-ne-s, nationaux et étrangers résidents, du conseil départemental et un droit de référendum d'initiative locale. Nous créerons les instruments d'un contrôle citoyen de l'utilisation de l'argent déposé dans les banques locales, coopératives et mutualistes, pour des investissements socialement et écologiquement utiles.



ELLES/ILS NOUS SOUTIENNENT

- Julien BAYOU (EELV), conseiller régional d'Île de France, porte-parole national d'Europe Écologie-Les Verts
- Annie BERTON (PCF), adjointe au maire de Livry-sur-Seine, élue communautaire
- Claude BOURQUARD, militant écologiste et de l'éducation populaire, élu conseiller municipal à Melun
- Jean-François CHALOT, militant de l'éducation populaire, conseiller municipal délégué de Vaux-le Pénit
- Régis DAGRON (PCF), adjoint au maire de Livry-sur-Seine
- Jean-Pierre FOURRÉ (République et socialisme), ancien député PS de Seine et Marne
- Thomas GUYARD (PCF), élu conseiller municipal à Melun et communautaire à la communauté d'agglomération Melun-Val de Seine
- Sylvain KERSPERN (EELV), co-responsable du groupe local EELV Melun-Val de Seine
- Fatna LAZREG (EELV), élue conseillère régionale d'Île de France pour la Seine-et-Marne
- Collette LLECH, syndicaliste, adjointe au maire de Vaux le Pénit chargé des solidarités
- Jean-Louis MASSON (PCF), adjoint au maire de Vaux-Le-Pénit
- Patricia ROUCHON (PCF), élue conseillère municipale déléguée à Vaux-Le-Pénit et conseillère communautaire à la communauté d'agglomération Melun-Val de Seine
- Pierre SERNE (EELV), 2ème vice-président de la Région Île de France chargé des transports et des mobilités et vice-président du Syndicat des transports d'Île-de-France (Stif)
- Nadia BECHIKHI, conseillère municipale de Livry sur Seine
- Clémentine TEZZON, conseillère municipale de Livry sur Seine



ne pas jeter sur la voie publique